

16 août 2010 | Le Droit | PHILIPPE ORFALI PHILIPPE ORFALI porfali@ledroit.com porfali@ledroit.com

# Une Franco-Ontarienne de Hearst fera la lutte à Lalonde

C'est une Franco-Ontarienne native de Hearst qui représentera les Progressistes-conservateurs dans Glengarry-Prescott-Russel aux prochaines élections provinciales. Marilissa Gosselin se donne comme mission de faire oublier les années Harris, et de convaincre ses concitoyens de donner une nouvelle chance à son parti.

Alors que toutes les rumeurs l'envoyaient briguer la mairie de Clarence-Rockland, le député libéral Jean-Marc Lalonde a plutôt décidé de rester à Queen's Park, du moins jusqu'aux prochaines élections, a-t-il annoncé la semaine dernière. Qu'importe, les troupes progressistes-conservatrices ont procédé à la sélection d'une candidate pour représenter la circonscription, défendue au dernier scrutin par Denis Pomainville.

Mme Gosselin est comptable. Résidente de Forest Park depuis une dizaine d'années, elle est présidente de l'association du parti PC de son comté. Elle est mariée à Fred DeLorey, le directeur des communications du Parti conservateur fédéral.

La dame est bien consciente du mauvais souvenir qu'ont laissé les années de Mike Harris chez de nombreux francophones. « C'est impensable que je fasse campagne sans avoir l'ensemble de mes documents dans les deux langues. Mon site Web sera bilingue », assure-t-elle. Contrairement à celui de son parti.

Le chef conservateur Tim Hudak s'appuie beaucoup sur elle pour comprendre les intérêts des francophones, dit Mme Gosselin.

D'ici le scrutin d'octobre 2011, Mme Gosselin entend faire du porte-à-porte, de façon régulière.



L'Est ontarien n'a pas élu de candidats PC depuis le retrait de la vie politique de Noble Villeneuve, député de Stormont-Dundas-Glengarry, en 1999. Mais cela n'inquiète pas trop Mme Gosselin. Après tout, les électeurs du coin ont élu à deux reprises Pierre Lemieux, au niveau fédéral.

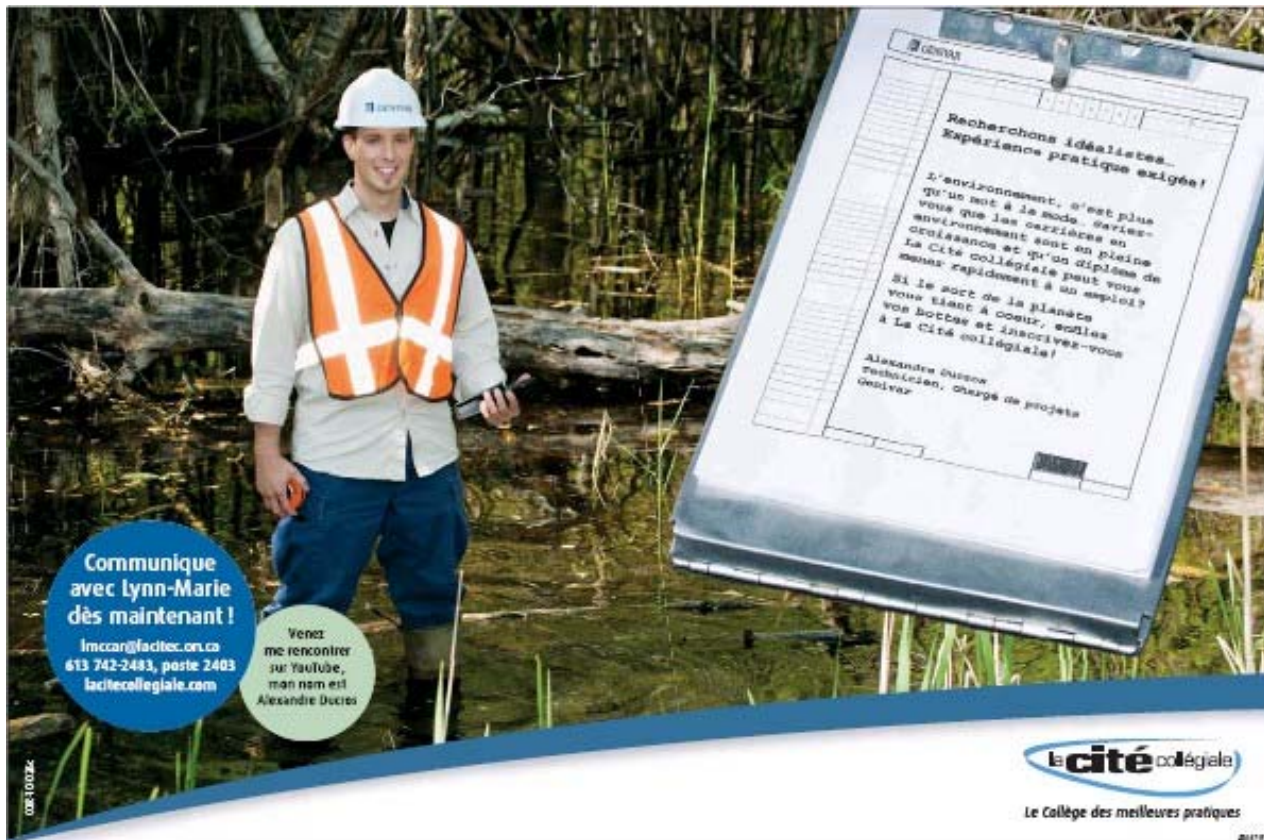
Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

14 août 2010 | Le Droit | FRANÇOIS PIERRE DUFAULT fpdufault@ledroit.com

# Les francophones encore dans la mire de Kilrea

## Le candidat dans le quartier Baie s'insurge contre le projet de l'ancienne école Grant

Terry Kilrea entend mener une autre campagne électorale sur le dos des francophones.



Le candidat au poste de conseiller dans le quartier Baie s'est officiellement lancé dans la course, hier, en exprimant son « dégoût » pour le projet de transformer l'ancienne école Grant en centre de services pour les francophones de l'ouest d'Ottawa.

M. Kilrea s'oppose à ce que la Ville d'Ottawa octroie la somme de 1,9 million\$ au projet de Centre multiservices francophone de l'ouest d'Ottawa (CMFO). À ses yeux, des deniers publics ne devraient pas être utilisés pour financer des projets « discriminatoires » qui ne vont profiter qu'aux francophones.

« L'argent des contribuables ne devrait jamais servir à favoriser un seul groupe de citoyens. Le quartier Baie a besoin d'un centre pour aînés, d'un gymnase et de surfaces de glace pour tous ses résidents », s'est insurgé M. Kilrea.

Le candidat opposé au bilinguisme officiel de la Ville d'Ottawa dit que les francophones de l'ouest d'Ottawa devraient se contenter des services publics qui sont déjà offerts dans leur langue. « Les Grecs, les Italiens et les Ukrainiens ont organisé des activités de financement pour se payer des centres communautaires. Les francophones devraient en faire autant », de fustiger M. Kilrea. La Ville d'Ottawa recommandera, mardi, la vente de l'ancienne école Grant au CMFO pour la somme de 2 millions\$. La vente serait accompagnée d'une subvention de 1,9 million\$ sous la forme de don d'une parcelle de

terrain. Le centre est appelé à devenir la plaque tournante des quelque 28000 francophones qui vivent à l'ouest de l'avenue Bronson.

« Chiffres pipés »

Encore là, M. Kilrea se dit sceptique. Il ne croit pas que l'ouest d'Ottawa compte autant de francophones, même si les chiffres présentés par le CMFO proviennent directement des données de Statistique Canada.

« Je suis convaincu que les chiffres ont été pipés », a lancé M. Kilrea au Droit.

Si le projet du CMFO est approuvé par le conseil municipal d'Ottawa, le 25 août, l'ancienne école Grant sera rénovée et transformée en centre communautaire. On prévoit y greffer un centre de soins de longue durée, une coopérative d'habitation, une équipe de santé familiale et un centre de formation satellite de La Cité collégiale.

M. Kilrea dit que faire échec au CMFO sera la pierre angulaire de sa campagne. Il est le deuxième candidat de son quartier à s'élever, cette semaine, contre la vente du site patrimonial du 2720, chemin Richmond. Le candidat G.-J. Hagenaars s'est dit, lui aussi, préoccupé par le fait que le futur centre multiservices « n'offrirait que des services en français ».

Le conseiller sortant dans le quartier Baie et candidat à la mairie, Alex Cullen, est renversé par les propos de M. Kilrea. Il est d'avis que de tels propos ont pour effet de diviser la population. « Ça indique une incompréhension totale du dossier du CMFO. Il s'agit de la meilleure utilisation qu'on puisse faire de ces lieux. La communauté francophone est en pleine croissance dans l'ouest d'Ottawa et elle a besoin d'un centre pour ses services », a-t-il répliqué.

Même son de cloche du côté de la ministre déléguée aux Affaires francophones de l'Ontario, Madeleine Meilleur. « Je trouve ça malheureux que des gens pensent encore comme ça dans une ville où la population francophone compte pour 25% et où on retrouve de plus en plus de francophiles », a-t-elle indiqué.

M. Kilrea en est à sa troisième tentative de se faire élire au conseil municipal d'Ottawa. Le candidat se dit prêt à travailler avec le maire Larry O'Brien si jamais les deux hommes sont élus. Rappelons que M. Kilrea était au coeur du procès de M. O'Brien pour trafic d'influences, l'été dernier.

« Je respecte Larry et je n'ai rien contre lui personnellement. Je n'étais qu'un témoin dans l'affaire qui l'a mené devant les tribunaux », a affirmé M. Kilrea au moment de soumettre sa candidature.



En tout, neuf candidats briguent les suffrages dans le quartier Baie. Les élections auront lieu le 25 octobre.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

## L' AFO SOULAGÉE

L'Assemblée de la francophonie de l'Ontario (AFO) s'est dite soulagée d'apprendre que le commissaire aux langues officielles, Graham Fraser, a déposé un recours judiciaire contre la Société Radio-

Canada, cette semaine. Cette requête fait suite à la décision de Radio-Canada d'éliminer les émissions produites par la station CBEF de Windsor, intervenue au printemps 2009, à la suite de compressions budgétaires. «En pre-

nant sa décision, Radio-Canada n'a pas tenu compte des besoins criants de la communauté francophone du Sud-ouest ontarien», a déclaré la présidente de l'AFO, Mariette Carrier-Fraser.

LeDroit

14 août 2010 | Le Droit | QUÉBEC — La Presse Canadienne

# Émotif, le cardinal Marc Ouellet quitte pour Rome

C'est un enseignant « émotif », aux réactions plutôt vives, qui fera ses adieux aux catholiques du Québec demain, après avoir vécu un décalage « inévitable ».

C'est ainsi que le président de l'Assemblée des évêques catholiques du Québec, Mgr Martin Veillette, a esquissé le portrait du cardinal Marc Ouellet avant son départ pour Rome.

Porte-parole des évêques, Mgr Veillette a tenté de dresser un bilan nuancé du passage de ce prélat controversé, qui a « fait sa marque ». Ses positions ne correspondaient pas à celles de ses confrères en raison de sa longue absence du Québec, a-t-il résumé.

Familier de la curie romaine, Mgr Ouellet a été nommé préfet de la Congrégation des évêques à Rome, après huit ans à la tête de l'archevêché de Québec. Il est le premier Québécois à devenir préfet d'une congrégation romaine. Il dira au revoir aux fidèles demain au cours d'une cérémonie à la basilique Sainte-Anne-de-Beaupré.

Mgr Veillette, qui est évêque de Trois-Rivières, a reconnu que « certaines tensions » ont surgi au cours du mandat du cardinal. On se rappelle notamment de ses déclarations récentes sur l'avortement.

Mgr Veillette a rappelé que son confrère est d'abord un enseignant, de par sa longue expérience en séminaire, et qu'il a donc voulu « présenter l'enseignement de l'Église tel quel, avec toutes ses perspectives ».

« Son souci était de faire valoir certains points de vue qu'il considère important, a-t-il expliqué en entrevue téléphonique. Les évêques d'ici ont aussi enseigné, mais dans la manière de le faire, dans le moment de le faire... Il y a des moments où c'est plus important de garder le silence que de parler. »

Il affirme avoir toujours entretenu des rapports courtois avec Mgr Ouellet. Dans sa manière de parler, le cardinal « est un émotif, qui réagit assez rapidement et qui se laisse parfois entraîner par les émotions, les sentiments, l'affection », a-t-il indiqué.

Décalage inévitable

Par ailleurs, il a souligné que Mgr Ouellet a eu une longue carrière à l'étranger, ce qui a causé un décalage « inévitable ». L'homme d'Église a réalisé l'essentiel de ses engagements ailleurs dans le monde, notamment à Rome et en Amérique latine.

Or, les Québécois qui passent une longue période à l'étranger perdent assez rapidement contact avec tout ce qui se passe dans la province, tant au plan social qu'au plan religieux, a fait valoir Mgr Veillette.

« Quand ils reviennent, ils ne sentent plus confortables, ils comprennent plus difficilement les situations où on est rendu. Il n'est pas étonnant que le cardinal Ouellet, qui a été absent pendant bon nombre d'années, ne puisse avoir la même saisie des questions, des situations. »

Il en tient pour preuve tout le débat sur la déconfessionnalisation des écoles tenu au Québec dans les années 1990. Le clergé a pris part au processus et a accepté ses conclusions, mais Mgr Ouellet a voulu relancer les discussions.



Quant à savoir si son départ à Rome est prélude à sa candidature à la papauté, Mgr Veillette a rappelé que son nom circulait déjà au conclave qui a élu Benoît XVI, mais il estime qu'« il est trop tôt pour conjecturer ».

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

En allant en cour, le commissaire veut forcer l'application de la Loi sur les langues officielles

# Mesure exceptionnelle prise par Fraser

PHILIPPE ORFALI  
porfali@ledroit.com

La mesure est exceptionnelle, les enjeux, capitaux. En décidant de traîner devant les tribunaux Radio-Canada pour l'élimination de ses émissions produites à Windsor, le commissaire aux langues officielles Graham Fraser fait appel à une prérogative rarement employée, qui lui permet d'aller en cour pour forcer l'application de la Loi sur les langues officielles (LLO).

Un dernier recours, utilisé pour la dernière fois en 2001, qui pourrait avoir des répercussions allant bien au-delà des murs de la station CBEF de Windsor, et redéfinir l'application de la loi pour l'ensemble des institutions visées, croit Pierre Foucher, professeur de droit civil à l'Université d'Ottawa.

Le commissaire participe fréquemment à des procédures judiciaires, mais il est exceptionnel qu'il les entreprenne lui-même, explique M<sup>e</sup> Foucher, un expert en droits linguistiques.

« Si le commissaire Fraser agit ainsi, c'est qu'il estime qu'il en va de l'intégrité de LLO, indique M<sup>e</sup> Foucher. Le gros enjeu là-dedans, c'est de savoir à qui la partie VII de la loi s'applique. C'est ce que la Cour fédérale va devoir décider. »

La partie VII de la LLO prévoit que toutes les institutions fédérales doivent prendre des mesures positives pour « appuyer le développement » et « favoriser l'épanouissement des communautés de langue officielle en situation minoritaire ».

Mais Radio-Canada a fait valoir, depuis l'abolition de la programmation de Windsor, en juin 2009, qu'il s'agit d'une décision de programmation découlant des compressions budgétaires imposées à la Société, l'an dernier, et donc qu'elle n'a pas à se conformer à la loi.

La poursuite déposée mardi dernier par M. Fraser fait suite à une enquête qu'il avait menée, portant sur 876 plaintes déposées par des citoyens au sujet de la décision de la SRC d'éliminer toutes les émissions produites et mises en ondes par la station CBEF. M. Fraser avait notamment conclu que Radio-Canada



ARCHIVES, LeDroit  
Le commissaire Graham Fraser participe fréquemment à des procédures judiciaires, mais il est exceptionnel qu'il les entreprenne lui-même, explique M<sup>e</sup> Pierre Foucher, un expert en droits linguistiques.

n'avait pas respecté certaines obligations de la LLO, car elle n'avait pas consulté la communauté francophone du Sud-Ouest ontarien et elle n'avait pas « tenu compte de l'impact néfaste de sa décision sur cette communauté ni cherché à atténuer les incidences négatives » de sa décision.

« C'est peut-être l'élément qui sera le plus facile à prouver pour le Commissariat : que la communauté devait être consultée avant qu'une décision soit prise, et qu'elle ne l'a pas été », note Me Foucher.

Radio-Canada n'avait pas participé à l'enquête. Depuis le dépôt de la poursuite, la société d'État s'est faite avare de commentaires à ce sujet.

Reste maintenant à savoir si la Cour acceptera d'étudier la poursuite, et donc d'interpréter la portée de la loi.

## Le mouvement « C'est l'temps » intéresse des chercheurs de l'Ud'O

Le mouvement franco-ontarien de désobéissance civile « C'est l'temps » intéresse des chercheurs universitaires. La Chaire de recherche sur la francophonie et les politiques publiques de l'Université d'Ottawa tente en effet de retracer les individus ayant séjourné en prison pour contester une contravention émise en anglais seulement, dans les années 1970 en Ontario, ou ayant participé d'une autre manière à ce mouvement d'action militante.

La recherche, menée par la professeure Linda Cardinal, a comme objectif principal de faire connaître ce pan parfois oublié de l'histoire franco-ontarienne, et d'en faire le bilan.

Le groupe de chercheurs souhaite également sensibiliser la population canadienne à l'importance du mouvement « C'est l'temps » pour le développement des services en français, particulièrement dans le domaine de la justice, en Ontario et au Canada.

Toutes les personnes ayant eu un lien avec le mouvement « C'est l'temps », ayant contesté une contravention unilingue anglophone, ou qui seraient en mesure d'aider à retracer les membres du mouvement, sont priées de communiquer avec la Chaire à l'adresse meddi049@uottawa.ca, ou en composant le 613-562-5800 poste 4754.

LeDroit

LE DROIT, LE LUNDI 16 AOÛT 2010

### Sur le web

ledroit.cyberpresse.ca

### QUESTION DU JOUR

Si des élections avaient lieu aujourd'hui au Québec, pour qui voteriez-vous?

PLQ 41%    PQ 31%    L'ADQ 11%  
QS 10%    PV 6%    1207 répondants

### EN IMAGES

Voyez notre galerie de photos des Grands Feux en ligne.

### SOMMAIRE

Actualités	16	Loteries	13
Arts	22	Mot mystère	26
Détente	12	Nécrologie	29
Editorial	14	Petites annonces	24
Forum	15	Sports	31
Horoscope	12	Statistiques	34

### NOUS JOINDRE

Rédaction  
nouvelles@ledroit.com 613-562-0333

Abonnements et  
livraison du journal  
tirage@ledroit.com 613-562-0555  
www.cyberpresse.ca/abonnement 1 800-267-9961  
Lundi au vendredi: 6 h — 16h30  
Samedi: 7 h — 12 h

### Renseignements généraux: 613-562-0111

Publicité  
(annonces commerciales) 613-562-7747  
Lundi au vendredi: 8 h 30 à 16 h 30

Petites annonces  
petitesannonces@ledroit.com 613-562-0222  
necrologie@ledroit.com 1 800-267-9555  
Lundi au vendredi: 8 h — 19 h  
Samedi: 8 h — 12 h

### MÉTÉO

Nuageux avec 60% de probabilité d'averses. Alternance de soleil et de nuages par la suite.  
Météo en détails > 34  
Max. 25 Min. 16



Le quotidien LeDroit est publié et édité par LeDroit, une division de 3834310 Canada Inc dont le siège social est sis au 47 rue Clarence Bureau 222 à Ottawa, Ontario, K1G 3J9. LeDroit est imprimé à Gatineau par la compagnie Qualimax, propriété de Transcontinental.

Printed and distributed by NewspaperDirect  
www.newspaperdirect.com US/Can: 1 877 986 0040 Intern: 001 634 6364  
COPYRIGHT AND PROTECTED BY APPLICABLE LAW

*Article rank* | *14 Aug 2010* | *Ottawa Citizen*

# A Teacher's Summer

School's out for the summer, but that doesn't stop some teachers from learning a few new tricks. Many take courses or obtain additional qualifications, while others do volunteer work or embark on interesting trips that enrich their knowledge in certain places or subjects. All of it is expected to rub off on what they do in the classroom. This summer, the Citizen's Matthew

Pearson has been asking some teachers how they're spending their summer vacations.

Printed and distributed by NewspaperDirect | [www.newspaperdirect.com](http://www.newspaperdirect.com), US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

Article rank | 14 Aug 2010 | Ottawa Citizen

# Cancelled school daycare frustrates families

Most Ottawa schools offering full-day kindergarten in September will no longer have on-site child care before and after class. CLAIRE BROWNELL talks to one mother who is now struggling to find an alternative.

---

*'It really affected our family, so that's when I started pressing for answers right away.'*  
CONCERNED PARENT

---

When one Kanata woman learned the extended daycare program was cancelled at Glen Cairn Public School, she considered switching her daughter to a Catholic school — only to learn it was cancelled there, too.

"It's very difficult. My husband and I have to figure out what we are going to do," said the woman, who asked that her name not be published.

"Anne" said she's been pressing school and board staff for a firm answer on whether the program would go ahead since May, but didn't receive a letter definitely saying it would not run at Glen Cairn until July.

The program, which provides on-site child care before and after school for a daily fee, has been cancelled at most of the Ottawa schools introducing full-day kindergarten in the fall. Only five Catholic schools out of 12 and five public schools out of 22 introducing full-day kindergarten are offering the extended day program in both the morning and the afternoon.

The Ontario government originally announced every school offering full-day kindergarten would also offer the extended daycare program, but changed its policy, saying schools that didn't have enough children registered weren't required to offer it.

Anne said she was ecstatic when she first heard about the extended day program. According to the McGuinty government, the program was designed to benefit parents just like her — a working mom concerned about how she was going to balance her job and getting her daughter to and from school.

But in May, Anne said Glen Cairn staff started suggesting they might not know until early September whether the program would go ahead or not. That's when she got worried.

"It really affected our family, so that's when I started pressing for answers right away, because I said there's no way I can wait until September to know whether or not this program's going to happen," she said.

So Anne started exploring other options — and found out her troubles don't end there.

The school bus zone maps have been changed for the coming school year, and the daycare provider who has been looking after Anne's daughter, from whose house she'd be heading to school, lives slightly outside the bus pick-up zone for Glen Cairn.

"I live in Glen Cairn, my school's in Glen Cairn and my daycare's in Glen Cairn, and I guess because our daycare is about 850 metres outside of the busing zone, they're refusing to bus her in," she said.

The options left to Anne are less than ideal.

There are two schools in Anne's daycare provider's school bus zone. One doesn't offer full-day kindergarten, which means paying for a full day of daycare every workday. St. Martin de Porres, a Catholic school, offers full-day kindergarten, but the extended day program has been cancelled there as well.

Julian Hanlon, director of education at the Catholic school board, said no parents have complained because schools made sure they understood the program was never a sure thing. "There have been no issues with it at all. The parents understood it was tentative and it was based on numbers."

Anne said she bombarded school staff and board trustees with e-mails, asking for more information about how many parents had expressed interest and how many they needed to go ahead with the program. She said she was told only about half of the 20 parents required to run the program at Glen



Cairn had signed up, even though registration had been opened up to older grades.

Cathy Curry, chair of the Ottawa Carleton District School Board, said she was aware of Anne's situation and understood how challenging it is to arrange childcare, especially in the west end of the city. She said the board did the best it could given changing directives from the Ministry of Education and that trustees were assured parents would have firm answers on whether the extended day program would run at their children's schools before the end of the school year in June.

"It wasn't just our board. All boards were having to determine, really week by week, how we were going to run it and offer it in as many locations as we could," she said.

Anne said she's frustrated with how difficult it's been to get firm answers about whether the program will go ahead and how many parents signed up for it.

"I just found it hard to believe that there wasn't the interest there."

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

Autos Careers Classifieds Homes



Great rates. No fees.  
**A better way to save.**

## Daughters save dad from pool death

By SCOTT TAYLOR, OTTAWA SUN

Last Updated: August 15, 2010 11:17pm



**Michael Cormier stands next to his pool with daughters Veronica, 13, and Celeste, 9, at their Rockland home on Sunday. (Tony Caldwell/Ottawa Sun)**

Sometimes, the pool loses.

In a summer that will be remembered for tragic drownings across the province and in Ottawa, one very lucky survivor lived to tell the story — thanks to his heroic, young daughters.

Mike Cormier of Rockland has never been a strong swimmer, but Saturday was hot and muggy and the in-ground pool was clean and blue and inviting.

It felt to Mike like a good time for some father-daughters' bonding.

In they went, with Mike holding onto a flotation device and kicking around the shallow end for the most part. Meanwhile, Celeste, 9, and Veronica, 13, were darting from end to end soaking up a perfect summer day.

After a while, Mike felt brave enough to swim on his own, but quickly found that he had drifted into that area of the pool where the shallow end begins to slope down and get deep.

"I can't swim with my head above water, so when I ran out of breath I reached for the edge of the pool and missed. Then I reached for the flotation device and I missed. So my head popped up and I screamed for help."

"But we were both underwater and didn't hear him," Celeste said. "I got out to get something and then I saw him splashing and I wondered what he was doing. So I jumped back in the pool and told Veronica he was doing something weird."

Veronica then swam over to check on her dad and that's when the situation turned from curiosity to terror.

"I went to him and he started pulling on to me," she said.

"I pulled on her hair and her top," Mike said, describing the natural instinct of a drowning person to do anything to keep their head above water.

"I didn't know what he was doing and I pushed him off," Veronica continued. "Then he stopped moving and sunk to the bottom so I tried to lift him up and Celeste came and grabbed his arm."

Mike had passed out. "The last thing I remember is grabbing her and then it went white."

"His lips were blue and his eyes were open, but it was like nobody was there," Veronica said.

"I tried to check for a pulse, but I didn't find one."

She dragged him to the shallow end where Celeste, all 52 lbs. of her, held on — literally — for dear life while Veronica called 911.

"I was holding him up and saying 'Dad! Dad! Grab on to the ladder!' " Celeste said. "Then his arm shot out and it scared me, but he grabbed it."

Minutes later, firefighters, police and paramedics rushed into the back yard to help.

Mom Joanne was at work when she received the shocking call.

"I remember they said he was conscious, so that helped calm me down," she said.

But there was that moment for the girls when they realized there was a chance they would lose their dad.

"I thought 'I can't live without my father!' " Celeste recalled.

Mike was released from hospital after a few hours, happy to be alive. As for swimming again, he won't without a life jacket and someone being there with him.

"He can't go in without it on," Celeste said with a smile, then added: "We're a pretty clumsy family, but we've never had a near-death experience until now."

scott.taylor@sunmedia.ca

**Copyright © 2010 Ottawa Sun All Rights Reserved**

Article rank | 16 Aug 2010 | Ottawa Citizen | BY PAULINE TAM

# U of O misses out on \$10M grant

## Heart institute dropped out of final round of competition for research chair funding

The University of Ottawa had the chance to win not one, but two prestigious research chairs, worth a total of \$ 20 million, but it failed to clinch the second grant after dropping out of the competition, the Citizen has learned.

As a result, the school missed an opportunity at an extra \$ 10 million in federal funding, which would have attracted a top-notch expert in the genetics of cardiovascular disease to the affiliated University of Ottawa Heart Institute.

The seven-year grant would have bolstered the heart institute's \$ 65-million annual research budget and likely generated additional funding for new laboratories and equipment. It would have also paid for the training of dozens of graduate students and post-graduate fellows, turning the institute into a magnet for young talent. The institute's strategic plan describes cardiovascular genetics and genomics as one of its core strengths and priorities.

Earlier this year, U of O announced that it had won one of 19 inaugural Canada Excellence Research Chairs introduced by the Conservative government. The program was established to attract top international scientists who would develop ambitious research programs that fit with the government's science and technology strategy.

The University of Ottawa used its \$ 10-million grant to recruit U. S. physicist Robert W. Boyd, an expert in the field of laser science. The school raised an additional \$15 million and planned to hire three professors to work with Boyd.

In response to a freedom-of-information request by the Citizen, the university confirmed the heart institute had been shortlisted for the second research chair, but the application was abandoned before the final round of a two-stage competition.

According to a description filed with the Canada Excellence Research Chair secretariat, the heart institute initially submitted a proposal for a "renowned geneticist with expertise in molecular medicine and epidemiology." The geneticist was to lead a research program that would have identified new genes contributing to heart disease.

That proposal was among 40 finalists from universities across the country that were invited to submit specific candidates for up to 20 chair positions, worth \$10 million each.

In the end, however, the heart institute, along with three other applicants, dropped out of the competition's final round.

"They just didn't submit a candidate for phase two," said Michèle Boutin, executive director of the Canada Excellence Research Chair program. "They did automatically rule themselves out of the second (round)."

The university's vice-president of research, Mona Nemer, who oversaw all applications for the research chairs, declined to comment. Dr. Bob Roberts, the president and chief executive of the heart institute, was not available for comment.

Roberts, who's also the institute's chief scientific officer, was ultimately responsible for recruiting a geneticist to fill the chair position. His spokeswoman said the institute "conducted a thorough search to fill this position.

"There was a candidate who withdrew for personal reasons shortly before the application was ready to advance to the next level," said Marlene Orton. " There just wasn't enough time to conduct another search within the deadline."

The university was asked under provincial freedom of information laws to provide documents related to the competition for the two research chairs. But it refused, citing provisions in the act that exempted research-related materials from being publicly released.

As a result, it's not clear how far the heart institute got in the recruitment process before it abandoned the bid.

The Conservatives established the research chairs in September 2008, giving qualifying universities a year to assemble a proposal and identify potential candidates. Over that period, the 40 finalists had up to seven months to secure their candidates.

"Some of them may have run out of time before they found the right candidate," said Boutin. " Who

knows? I don't know what Ottawa U's circumstances are."

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.